

Aux nouvelles combinaisons politiciennes en gestation **répondre par la lutte des classes**

Emmanuel Macron a convié les présidents des groupes parlementaires et les chefs des partis représentés au Parlement à « *une série d'échanges* » en vue de tenter de constituer un gouvernement. « *La nomination d'un Premier ministre interviendra dans le prolongement de ces consultations et de leurs conclusions* », a fait savoir la présidence.

Le nouveau chef de gouvernement sera-t-il issu du Nouveau Front populaire ? Lucie Castets candidate désignée de l'alliance de gauche pour Matignon, s'est dite lundi intéressée par une "cohabitation" tandis que Macron vise plutôt sur une coalition des députés macronistes et de la droite. Le temps du retour de la social-démocratie en gestation est-il peut être tout simplement prématuré !

Peu importe, quelle que soit la combinaison qui sortira de cette cuisine politicienne, le prochain Premier ministre se soumettra, comme tous ceux qui l'ont précédé à la feuille de route des exigences du patronat et de l'Union Européenne du capital dictant les décisions politique et économiques. Et ce n'est pas le dernier ridicule coup « *de com* » de Jean-Luc Mélenchon et de LFI sur la mise en œuvre de l'article 68 de la Constitution sur la destitution⁽¹⁾ du Président et qui même si elle aboutissait ne changerait rien. Tout cela entretient une illusion démocratique et laisse à penser qu'un progrès serait possible au sein de ce régime d'exploitation capitaliste. Mais tout cela n'a qu'un objectif empêcher les luttes et la remise en cause de ce système. Le NFP s'accommode du capitalisme, il n'est qu'une alliance électorale pour se partager des places et n'apporte aucune solution parce qu'elle ne s'attaque pas à la cause des problèmes : le système capitaliste. Le NFP contribue à remettre en selle la social-démocratie avec le PS qui est l'un des piliers depuis plus de 40 ans de l'alternance politique, tandis que le RN en embuscade pourrait se substituer aux partis de droite déjà trop compromis dans les politiques anti-sociales.

Ces jeux politiques ne peuvent pas apporter de réponse aux travailleurs qui continuent d'être confrontés aux salaires insuffisants pour finir le mois, au chômage, aux emplois précaires et aux licenciements, comme chez Valeo et dans bien d'autres entreprises permettant aux plus grands groupes capitalistes d'augmenter leurs profits et à une minorité d'accumuler année après année des fortunes de plus en plus faramineuses précipitant dans la pauvreté une partie de plus en plus importante de la population.

*Sur un mois, les prix à la consommation ont augmenté +0,1 % tout comme en juin même rythme que les mois précédents. Les prix de l'énergie augmentent de 8,5%, les prix des produits frais de 2,8%. Sur un an, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 2,6 % en juillet 2024, après +2,5 % en juin.

*Explosion des licenciements économiques, des contrats précaires et du chômage chez les jeunes⁽²⁾, la Dares vient de publier les données trimestrielles du chômage et, malgré la campagne idéologique sur une supposée baisse historique du taux de chômage, force est de constater le mensonge du gouvernement

Sur un an, le taux de chômage catégories A, B, C confondues croît de 0,8% et le nombre de personnes en emploi de moins de 78h par mois (catégorie B) augmente de 4,5% sur un an, avec une hausse de 10% des contrats de moins de 20 heures ! Ce gouvernement poursuit et continue de basculer les privés d'emploi du chômage vers des contrats précaires et à temps partiels et accélère la paupérisation grandissante des travailleurs.

*Hausse spectaculaire de plus de 22% des licenciements économiques sur un an⁽³⁾, comme le montre la multiplication des plans sociaux, comme chez Valeo. (voir rubrique éco-social)

Le gouvernement Macron continue de « *gérer les affaires courantes* » il a autorisé par décret l'absence de repos hebdomadaire dans le travail viticole en Champagne, envoyé les lettres de cadrage pour le budget 2025 et l'Union Européenne a donné ses directives le 24 juillet ouvrant des procédures de déficit excessif contre la France. La

France doit soumettre d'ici le 20 septembre son plan budgétaire et la commission présentera en novembre une contre proposition de plan budgétaire (voir article).

Nous devons combattre cette politique et les tentatives de consolidation de la recomposition politique au service du capital. Les colères exprimées dans le vote doivent se traduire par le renforcement des luttes sur la base de nos revendications et mettre un coup d'arrêt à cette évolution. Il n'y a pas d'autre choix que les luttes pour les salaires, contre les suppressions d'emplois, les conditions de travail, la défense des conquêtes sociales comme la sécurité sociale et les retraites, pour la défense du Service Public... C'est tous ensemble que nous devons combattre sans relâche contre l'exploitation pour stopper les attaques du pouvoir dictées par le capital et imposer des avancées. ! Il est urgent et vital que les travailleurs se rassemblent pour défendre leurs intérêts, avec la perspective d'en finir avec le système d'exploitation capitaliste.

Cette bataille politique passe par l'organisation et le renforcement de la lutte des classes et donc du Parti Révolutionnaire Communistes. Rejoignez ce combat.

⁽¹⁾Cette résolution doit d'abord être adoptée à la majorité des deux tiers à l'Assemblée nationale et au Sénat ! Puis une haute cour, constituée d'élus des deux Chambres, dispose d'un mois pour se prononcer, là aussi à la majorité des deux tiers...

⁽²⁾L'augmentation des inscriptions à France travail chez les moins de 25 ans est de 3,5%.

⁽³⁾132.500 ruptures conventionnelles dites à l'amiable ont été conclues en 2023 (en hausse constante), en plus de 478.000 démissions et 238.000 licenciements.